

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1928

Rapport de la Commission de la Justice, chargée de l'examen du Projet de Loi sur l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919.

(Voir les nos 53 (1926-1927), 143, 329, 331 (1927-1928), 19 (1928-1929) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 19, 20 septembre, 6, 7, 8, 21, 22, 28, 29 novembre et 6 décembre 1928 et le n° 23 (1928-1929) du Sénat.)

Présents: MM. BRAUN, président, ASOU, DE LEY, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, DISIÈRE, DU BOST, LAFONTAINE, LEBON, LIGY, PAULSEN, VAN FLETEREN et DE CLERCQ, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Adopté par la Chambre des Représentants le 6 décembre 1928, par 93 voix contre 3 et 58 abstentions, le projet de loi qui vous est soumis est issu d'une proposition de loi dont les signataires appartiennent à nos trois grandes fractions politiques. (Voir *Doc. parlam.*, n° 53, session 1926-1927.) Il a donné lieu à des débats prolongés; souvent passionnés, certains membres estimant qu'il n'allait pas assez loin dans la voie du pardon, d'autres qu'il témoignait d'une indulgence excessive. Il a finalement abouti à une solution essentiellement belge, faite de transactions. Inutile de proclamer que nul à la Chambre n'a entendu, nous ne dirons pas approuver, mais même excuser les crimes et délits éteints par le projet de loi. L'œuvre qu'il prétend réaliser n'est ni une mesure de justice, ni une mesure de réhabilitation. Ses auteurs, de même que

le Gouvernement et le Parlement, ont estimé que le moment était venu de faire acte de clémence envers des délinquants et des criminels politiques que la guerre avait égarés; l'heure avait sonné où la loi pouvait se relâcher de sa rigueur. Un publiciste étranger l'écrivait justement ces jours-ci: « Le projet de loi est la preuve la plus récente que la Belgique se sent forte et unie; il exprime la conscience que l'Etat belge a de lui-même et que la question flamande est devenue une question administrative. »

Si le principe de la loi n'a guère rencontré d'opposition à la Chambre, il n'en fut plus de même lorsqu'il fallut en arriver à une formule concrète. Ou bien le texte excluait des cas intéressants, ou bien il allait jusqu'à embrasser des faits odieux, indignes de toute pitié. Il n'entre pas dans les intentions de votre rapporteur de refaire l'historique de ces délibérations. Nous nous bornerons à rappeler les amendements apportés succes-

sivement à la proposition de loi et à analyser rapidement ses principales dispositions.

MM. Van Cauwelaert et consorts proposaient *d'amnistier* purement et simplement les infractions rentrant dans le cadre de la loi. On sait que l'amnistie passe l'éponge sur l'infraction; elle efface *rétroactivement* la condamnation et l'inculpation même de l'acte à l'occasion duquel la condamnation est intervenue (voir Rapport Vanden Eynde, *Doc. parlem.*, n° 143, session 1927-1928).

Mais, le 19 septembre dernier, le Gouvernement présenta un amendement restrictif, aux termes duquel le bénéfice de la *prescription* serait applicable aux condamnations prononcées pour crimes et délits politiques et seulement à celles qui entraînaient une peine privative de la liberté ne dépassant pas dix ans.

M. Vande Vyvere sous-amenda le texte du Gouvernement et proposa d'appliquer la prescription à tous les condamnés politiques *sans égard à la gravité de la peine prononcée*, étant entendu que les incapacités résultant des condamnations subsisteraient (interdiction légale, destitution des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics).

L'examen de la proposition de loi ainsi que des différents amendements ayant été renvoyé à la Commission, celle-ci, sauf quelques légères retouches, se rallia au texte du Gouvernement amendé par M. Vande Vyvere; elle modifiait également l'intitulé du projet de loi en proposant de déclarer *éteintes* plutôt que *prescrites* les poursuites et les peines. Entretemps le Gouvernement avait encore déposé d'autres amendements réglant la situation des condamnés par défaut ou par contumace. Ultérieurement enfin, sur l'initiative du Gouvernement, un article relatif à la réhabilitation des condamnations qui ne dépassent pas dix ans de réclusion ou de détention fut ajouté à la loi (1).

(1) Voir texte article 11.

Passons à l'examen des trois chapitres du projet de loi.

Le chapitre 1^{er} traite du champ d'application de la loi et du sort réservé aux condamnations civiles.

Le chapitre II traite des condamnations pénales prononcées par défaut ou par contumace.

Le chapitre III traite de la réhabilitation.

La clarté aurait gagné à ce que chacun de ces chapitres eut été intitulé et résumé en ces termes. Il en aurait été de même si la loi, au lieu de se borner à citer les numéros des articles du Code pénal ou du Code d'instruction criminelle auxquels elle s'applique, en avait simultanément, entre parenthèses ou en renvoi, reproduit le texte.

Le chapitre 1^{er} comprend six articles.

Tombent sous l'application de la loi :

1^o Les infractions prévues par les articles 104, 109 et 118*bis* du Code pénal commises entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919 (1).

2^o Les infractions prévues par les articles 115, 117 et 121*bis* du même Code, mais en *concours* avec une des infractions visées au numéro précédent (2).

(1) ART. 104. — L'attentat dont le but sera, soit de détruire, soit de changer la forme du Gouvernement ou l'ordre de successibilité au trône, soit de faire prendre les armes aux citoyens ou aux habitants contre l'autorité royale, les Chambres législatives ou l'une d'elles, sera puni de la détention perpétuelle.

ART. 109. — Le complot formé pour arriver à l'une des fins mentionnées à l'article 104 sera puni de dix ans à quinze ans de détention, si quelque acte a été commis pour en préparer l'exécution et de cinq à dix ans de la même peine, dans le cas contraire.

ART. 118*bis*. (Arrêté-loi du 8 avril 1917, art. 1^{er}.) — Sera puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, quiconque aura méchamment servi la politique ou les desseins de l'ennemi, participé à la transformation par l'ennemi d'institutions ou organisations légales, ébranlé en temps de guerre la fidélité des citoyens envers le Roi et l'Etat.

(2) ART. 115. — Sera puni de la détention perpétuelle : Celui qui aura facilité aux ennemis de l'Etat l'entrée sur le territoire du royaume; celui qui leur aura livré des villes, forteresses, places, postes, ports, magasins, arsenaux, vaisseaux ou bâtiments appartenant à la Belgique; celui qui leur aura fourni des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes et munitions; celui qui aura secondé le progrès de leurs armes sur le territoire du royaume ou contre les forces belges de terre ou de mer, en ébranlant la fidélité des officiers, soldats, matelots ou autres citoyens envers le Roi et l'Etat.

Les personnes condamnées *uniquement* du chef d'infractions réprimées par les articles 115, 117 et 121bis du Code pénal, ne bénéficient pas du projet de loi;

3° Les mêmes infractions et les mutilations volontaires commises par des militaires pendant la même période.

Les condamnations (art. 2) prononcées du chef des infractions visées à l'article 1er sont déclarées irrévocables à la date du 19 septembre 1928. En outre (art. 3) (cette disposition constitue l'essence même du projet), les peines principales et accessoires sont déclarées *éteintes*. Toutefois, les incapacités prononcées par le juge et les déchéances attachées par la loi à la condamnation subsistent. Les condamnés ne recouvrent donc pas *ipso facto*, par l'extinction de leur peine, leurs droits politiques s'ils en ont été déclarés déchus.

Le projet édicte en outre (art. 4), conséquence logique des dispositions qui précèdent, qu'il sera mis fin aux poursuites intentées et qu'il ne sera plus intenté de poursuites nouvelles du chef de ces infractions.

Dans les cas ci-dessus, la tentative punissable sera assimilée au crime même.

Le complot ayant pour but l'un de ces crimes sera puni de la détention de dix ans à quinze ans, s'il n'a été suivi d'un acte commis pour en préparer l'exécution et de la détention de cinq ans à dix ans dans le cas contraire.

ART. 117. (Arrêté-loi du 11 octobre 1916.) Les peines exprimées aux articles 113, 115 et 116 seront les mêmes, soit que les crimes prévus par ces articles aient été commis envers la Belgique, soit qu'ils l'aient été envers les alliés de la Belgique agissant contre l'ennemi commun.

ART. 121bis (Arrêté-loi du 8 avril 1917, art. 1er). — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 5,000 francs, quiconque aura méchamment, par la dénonciation d'un fait réel ou imaginaire, exposé une personne quelconque aux recherches, poursuites ou rigueurs de l'ennemi.

Il sera puni de la réclusion si la personne méchamment dénoncée a subi une privation de liberté de plus d'un mois.

Il sera puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans si la personne méchamment dénoncée a été mise à mort ou s'il est résulté de la privation de liberté ou du traitement qu'elle a subis, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave.

Enfin, le projet de loi prévoit (art. 5) que ces dispositions ne peuvent léser en rien les droits civils de l'Etat et des tiers. Les condamnations civiles produiront donc leurs effets. Toutefois, quant aux condamnations civiles non devenues irrévocables en vertu des lois en vigueur à la date du 19 septembre 1928, les condamnés pourront faire opposition devant le tribunal civil de première instance du siège de la Cour ou du Tribunal qui a prononcé la condamnation. Les juges statueront, c'est-à-dire qu'ils auront le droit de reviser la condamnation au point de vue civil, sans être liés par les jugements antérieurs.

A la vérité, ce droit est assez platonique, car, dans l'immense majorité des cas, les jugements seront devenus irrévocables. Aussi la loi introduit-elle un correctif et permet-elle au Ministre des Finances de transiger librement avec les condamnés. Mais, afin d'éviter toute contestation, elle prévient les parties lésées, Etat ou particuliers, qu'elles ne pourront plus faire valoir leurs droits que devant les juridictions civiles.

Le chapitre II traite exclusivement des condamnations pénales prononcées par défaut ou par contumace (arrêts rendus par les cours d'assises en l'absence de l'accusé).

Le projet de loi prévoit deux hypothèses :

a) Si le condamné par défaut déclare : soit *renoncer* à faire opposition à la condamnation, soit ne pas *vouloir se représenter* pour purger sa contumace, la condamnation devient irrévocable (art. 7, par. 1er);

b) Si au contraire un condamné contumace n'a pas fait la déclaration prévue à l'alinéa précédent, se constitue prisonnier ou est arrêté, les condamnations à sa charge ne sont anéanties que si endéans les dix jours de sa constitution ou de son arrestation il ne déclare pas renoncer au bénéfice de l'article 476 du

Code d'instruction criminelle (1). A partir de ce jour la condamnation pénale devient irrévocable.

L'article 8 indique la procédure très simple à suivre pour faire la déclaration prévue à l'alinéa 1^{er} de l'article 7.

Pour les condamnés qui se sont conformés à l'article 8, les peines se prescrivent à compter de la date du jugement ou de l'arrêt de condamnation; en fait, les jugements ou arrêts seront au point de vue de la prescription considérés comme rendus contradictoirement. Au point de vue de leurs intérêts civils, les condamnés par contumace pourront ou faire opposition aux condamnations, ou transiger avec le Ministre des Finances.

Le troisième et dernier chapitre innove.

Il prévoit, si la peine est éteinte, la possibilité de la réhabilitation pour les condamnations ne dépassant pas dix ans de réclusion ou de détention et prononcées pour des infractions visées aux chapitres I et II de la présente loi. A cette fin, la loi institue une procédure simple et expéditive (art. 11). La demande sera introduite par simple requête du condamné. Réhabilité, celui-ci sera pleinement amnistié, conformément à l'article 7 de la loi du 25 avril 1896 (2).

(1) ART. 476. — Si l'accusé se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, le jugement rendu par contumace et les procédures faites contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter seront anéantis de plein droit et il sera procédé à son égard dans la forme ordinaire.

(2) ART. 7. — La réhabilitation fait cesser, pour l'avenir, dans la personne du condamné, tous les effets de la condamnation, sans préjudice des droits acquis aux tiers.

Notamment :

Elle fait cesser dans la personne du condamné les incapacités qui résultaient de la condamnation;

Elle empêche que la condamnation serve de base à

Sans doute, le projet de loi ne satisfait pas tout le monde. Personnellement, le rapporteur aurait souhaité voir *amnistié* tout au moins les infractions punies d'une peine privative de liberté de moins de trois ans. Mais ce n'est plus le moment. Tel quel, le projet donne satisfaction dans les grandes lignes, et la Commission de la Justice se joint au rapporteur pour le recommander aux suffrages de la Haute Assemblée. En l'adoptant, le Sénat fermera une ère de troubles et de récriminations, trop heureux si la loi dite *de clémence* pouvait contribuer à rapprocher et à réconcilier entr'eux les fils d'une même Patrie !

* * *

Après examen du Projet de Loi par la Commission de la Justice, celle-ci, ayant entendu la lecture du rapport ci-dessus, déclara l'approuver par 8 voix et 4 abstentions.

Le Président,

ALEXANDRE BRAUN.

Le Rapporteur,

Jos. DE CLERCQ.

la récidive, fasse obstacle à la condamnation conditionnelle ou soit mentionnée dans les extraits du casier judiciaire;

Elle ne restitue pas au condamné les titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont il a été destitué;

Elle ne relève pas le condamné de l'indignité successorale;

Elle n'empêche ni l'action en divorce ou en séparation de corps ni l'action en dommages-intérêts fondées sur la condamnation.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 18 DECEMBER 1928

Verslag uit naam van de Commissie voor de Justitie, belast met het onderzoek van het Wetsonwerp over het verval van de vervolging tot straf en van de straffen betreffende sommige misdaden en wanbedrijven gepleegd tusschen 4 Augustus 1914 en 4 Augustus 1919.

(Zie de n^{rs} 53 (1926-1927), 143, 329; 331 (1927-1928), 19 (1928-1929) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 19. 20 September, 6. 7, 8. 21, 22, 28, 29 November en 6 December 1928 en n^r 23 (1928-1929) van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren BRAUN, voorzitter; ASOU, DE LEY, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, DISIÈRE, DU BOST, LAFONTAINE, LEBON, LIGY, PAULSEN VAN FLETEREN en DE CLERCQ, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen op 6 December 1918, met 93 tegen 3 stemmen en 58 onthoudingen, is het U voorgelegde wetsontwerp ontstaan uit een wetsvoorstel waarvan de indieners behooren tot drie Staatspartijen. (Zie *Gedr. St.*, n^r 53, zitting 1926-1927). Het gaf aanleiding tot lange en vaak hartstochtelijke debatten, daar sommige leden van meening waren dat het niet ver genoeg ging op den weg van de vergiffenis, en anderen dat het al te ruim was opgevat. Het liep ten slotte uit op een bij uitstek Belgische oplossing, gegrond op minnelijke schikking. Het is nutteloos te verklaren dat niemand in de Kamer eraan gedacht heeft de door het wetsontwerp vervallen ver-

klaarde misdaden en misdrijven goed te keuren, laat staan te verontschuldigen. Het beoogde doel is geen maatregel van gerechtigheid, noch van herstel in eer en rechten. Zijne indieners, evenals de Regeering en het Parlement, waren van meening dat het uur is gekomen om blijk te geven van welwillendheid tegenover politieke delinquenten en misdadigers die door den oorlog werden verblind; het uur heeft geslagen dat de wet hare strengheid mag den teugel vieren.

Een buitenlandsch journalist schreef terecht voor enkele dagen : « Het wetsontwerp is het laatste bewijs dat België zich sterk en eendrachtig voelt; het geeft uiting aan het bewustzijn dat de Belgische Staat van zichzelf heeft en van het feit dat het Vlaamsche vraagstuk een administratief vraagstuk is geworden ».

Zoo tegen het beginsel der wet in de

Kamer niets werd ingebracht, anders was het wanneer een concrete formule moest worden gezocht. Ofwel sloot de tekst belangwekkende gevallen uit, ofwel was hij van toepassing op hatelijke daden, die elk mededoogen onwaardig zijn. Het ligt niet in de bedoeling van uwen verslaggever het historiek dezer beraadslagingen op te hangen. Wij zullen er ons bij bepalen de amendementen te vermelden die achtereenvolgens op het wetsontwerp werden ingediend en bondig de voornaamste bepalingen ontleden.

De heer Van Cauwelaert en c. s. stelden eenvoudigweg voor de misdrijven die binnen het kader der wet vielen te amnestieeren. Men weet dat amnestie het misdrijf uitvaagt; zij haalt met terugwerkende kracht de spons over de veroordeeling en de beschuldiging zelve van de daad naar aanleiding derwelke het vonnis werd gewezen. (Zie Verslag Van den Eynde, *Gedr. St.*, n^o 143, zitting 1926-1927.)

Doch op 19 September jongstleden diende de Regeering een beperkend amendement in, naar luid waarvan het voordeel der *verjaring* van toepassing zou zijn op de veroordeelingen wegens politiek misdrijf en enkel op die welke eene vrijheidsstraf van minder dan tien jaar voor gevolg hadden.

De heer Vande Vyvere diende een subamendement in op den tekst van de Regeering en stelde voor de verjaring toe te passen op al de politieke veroordeelden *onaangezien de zwaarwichtigheid der uitgesproken straf* met dien verstande dat de onbekwaamheden, die het gevolg van de veroordeelingen zijn, zouden voortbestaan (wettelijke ontzegging van rechten, verlies van titels, graden, ambten, openbare bedieningen en diensten.)

Daar het onderzoek van het wetsvoorstel alsmede van de verschillende amendementen naar de Commissie werd verwezen, zoo heeft deze, op enkele geringe wijzigingen na, zich aangesloten bij den tekst van de Regeering door den

heer Vande Vyvere geamendeerd; zij wijzigde eveneens den titel van het wetsontwerp met voor te stellen de vervolgelingen tot straf en de straffen in plaats van *verjaard, vervallen* te verklaren. Inmiddels had de Regeering nog andere amendementen ingediend tot regeling van den toestand der veroordeelden bij verstek of bij wederspanning aan de wet. Later nog, op initiatief van de Regeering, werd aan de wet een artikel toegevoegd met betrekking tot het herstel in eer en rechten van de veroordeelden die minder dan tien jaar opsluiting hadden opgelopen.

Thans onderzoeken wij de drie hoofdstukken van het wetsontwerp.

Hoofdstuk I behandelt het veld van toepassing der wet en het lot door de burgerlijke veroordeelingen ondergaan.

Hoofdstuk II slaat op de veroordeelingen tot straf uitgesproken bij verstek of bij wederspanning aan de wet.

Hoofdstuk III betreft het herstel in eer en rechten.

Het ontwerp ware duidelijker geweest zoo elk dezer hoofdstukken een titel in dien zin hadde gedragen, en zoo de wet, in plaats van er zich bij te bepalen de nummers aan te halen van de artikelen uit het Wetboek van Strafrecht of uit dit van Strafvordering, tevens tusschen haakjes of in voetnota deze teksten had overgenomen.

Hoofdstuk omvat zes artikelen.

Vallen onder toepassing der wet :

1^o De bij de artikelen 104, 109 en 118bis van het Strafwetboek voorziene misdrijven, gepleegd tusschen 4 Augustus 1914 en 4 Augustus 1919 (1).

(1) ART. 104. — De aanslag waarvan het doel is hetzij den regeeringsvorm of de orde van troonopvolging te vernietigen of te veranderen, hetzij de burgers of de inwoners de wapenen te doen opnemen tegen het koninklijk gezag, de Wetgevende Kamers of een dezer, wordt gestraft met levenslange hechtenis.

ART. 109. — De samenspanning gesmeed tot het bereiken van een der in artikel 104 vermelde doeleinden,

2^o De bij de artikelen 115, 117 en 121bis van hetzelfde Wetboek voorziene misdrijven, tusschen dezelfde data gepleegd in samenloop met een van de misdrijven die bij het vorige nummer zijn bedoeld (2).

De personen, die *uitsluitend* werden veroordeeld wegens misdrijven bestraft bij de artikelen 115, 117 en 121bis van het Wetboek van Strafrecht vallen niet

wordt gestraft met tien jaar tot vijftien jaar hechtenis, indien eenige daad werd gepleegd om er de uitvoering van voor te bereiden, en met vijf jaar tot tien jaar van dezelfde straf, in het tegenovergestelde geval.

ART. 118bis. — Wordt gestraft met dwangarbeid van vijftien jaren tot twintig jaren, alwie met een kwaad opzet 's vijands politiek of plannen in de hand heeft gewerkt, heeft deelgenomen aan het vervormen door den vijand van wettelijke instellingen of inrichtingen, de getrouwheid der burgers jegens den Koning en den Staat in oorlogstijd aan het wankelen heeft gebracht.

(2) ART. 115. — Wordt met levenslange opsluiting gestraft: hij die den toegang op het grondgebied van het Koninkrijk voor de vijanden van den Staat vergemakkelijkt heeft; hij die hun steden, vestingen, plaatsen, posten, havens, magazijnen, arsenalen, schepen of gebouwen, aan België toebehoorend, heeft overgeleverd; hij die hun hulp verschaft heeft in soldaten, mannen, geld, levensmiddelen, wapens of munitie; hij die heeft bijgedragen tot de vordering hunner wapens op het grondgebied van het Koninkrijk of tegen de Belgische strijdkrachten te lande of ter zee, door de getrouwheid der officieren, soldaten, matrozen en andere burgers jegens den Koning en den Staat aan het wankelen te brengen.

In hierboven vermelde gevallen, zal de straffbare poging gelijkgesteld worden met de misdaad zelve.

De samenspanning die een dezer misdaden voor doel heeft, wordt gestraft met gevanghouding van tien jaren tot vijftien jaren, zoo zij gevolgd werd door een daad begaan om de uitvoering er van voor te bereiden, en met gevanghouding van vijf jaren tot tien jaren in het tegenovergestelde geval.

ART. 117. — De straffen vermeld bij artikelen 113, 115 en 116, zijn dezelfde, hetzij de bij deze artikelen voorziene misdaden, tegen België, hetzij tegen de bondgenooten van België, handelende tegen den gemeenschappelijken vijand, werden gepleegd.

ART. 121bis. (Besluit-wet van 8 April 1917, art. 1) — Wordt gestraft met gevangenzetting van zes maanden tot vijf jaren en met geldboete van 500 frank tot 5.000 frank alwie, met een kwaad opzet, door het aanklagen van een werkelijk of ingebeeld feit, welken persoon ook heeft blootgesteld aan opzoekingen, vervolgingen of gestrengheden vanwege den vijand.

Hij wordt met opsluiting gestraft zoo de met een kwaad opzet aangeklaagde persoon een berooving van vrijheid van meer dan eene maand heeft ondergaan.

Hij wordt gestraft met dwangarbeid van vijftien jaren tot twintig jaren, zoo de met een kwaad opzet aangeklaagde persoon ter dood werd gebracht of zoo de door hem ondergaue berooving van vrijheid of behandeling hetzij een ongeneesbare blijvende ziekte, hetzij eene bestendige onbekwaamheid tot persoonlijken arbeid, hetzij het verlies van het volkomen gebruik van een orgaan, hetzij een erge verminking voor gevolg had.

onder de toepassing van het wetsontwerp;

3^o Dezelfde misdrijven en de vrijwillige verminkingen bedreven door militairen gedurende hetzelfde tijdperk.

De veroordeelingen (art. 2) uitgesproken ter zake van de misdrijven, die bij het eerste artikel zijn bedoeld, worden onherroepelijk verklaard op den datum van 19 September 1928. Bovendien (art. 3) (deze bepaling is de kern van het ontwerp) worden de hoofdstraffen en de bijkomende straffen *vervallen* verklaard. Nochtans blijven de onbekwaamheden, door den rechter uitgesproken, en de vervallenverklaringen, door de wet aan de veroordeelingen verbonden, bestaan. Bijgevolg, door het vervallen hunner straf krijgen de veroordeelden *ipso facto* niet hunne politieke rechten terug indien zij daarvan vervallen werden verklaard.

Bovendien voorziet het ontwerp (art. 4), als logisch gevolg der voorafgaande bepalingen, dat er aan de ingestelde vervolgingen een einde wordt gesteld en dat er geen nieuwe vervolgingen meer worden ingesteld uit hoofde van deze misdrijven.

Ten slotte voorziet het wetsontwerp bij artikel 5 dat deze bepalingen aan de burgerlijke rechten van den Staat of aan de rechten van derden niet kunnen worden tegengesteld. De burgerlijke veroordeelingen hebben dus hare volledige uitwerking. Wat echter de burgerlijke veroordeelingen betreft, die niet onherroepelijk zijn geworden krachtens de bestaande wetten op den datum van 19 September 1928, mogen de veroordeelden verzet doen voor de burgerlijke rechtbank van eersten aanleg van de plaats waar het Hof of de Rechtbank zetelt, die de veroordeeling heeft uitgesproken. De rechters zullen uitspraak doen, dit wil zeggen dat zij het recht zullen hebben de veroordeeling onder burgerlijk opzicht te wijzigen, zonder door de vroegere vonnissen te zijn gebonden.

In werkelijkheid is dit recht vrij pla-

tonisch, want in de overgrootte meerderheid van de gevallen zullen de vonnissen onherroepelijk zijn geworden. Ook voorziet de wet een verzachting met aan den Minister van Financiën toe te laten een schikking te treffen met de veroordeelden. Ten einde echter alle betwisting te vermijden, verwittigt zij de benadeelde partijen, Staat of particulieren, dat zij hare rechten nog enkel kunnen doen gelden bij de burgerlijke rechtbanken.

Hoofdstuk II handelt uitsluitend over de veroordeelingen tot straffen, bij verstek of bij wederspanningheid aan de wet uitgesproken (arresten gewezen door de Assisenhoven bij afwezigheid van den betichte).

Het wetsontwerp voorziet twee gevallen :

a) Indien de bij verstek veroordeelde verklaart dat hij er van *afziet* verzet te doen tegen de veroordeeling ofwel *zich niet te willen aanmelden* om zijn bij wederspanningheid aan de wet opgelopen straf te zuiveren, wordt de straf onherroepelijk (art. 7 eerste paragraaf);

b) Indien daarentegen een bij wederspanningheid aan de wet veroordeeld persoon de bij het vorig lid voorziene verklaring niet heeft gedaan, en zich gevangen geeft of wordt aangehouden, dan worden de tegen hem uitgesproken veroordeelingen slechts dan nietig, indien hij, binnen tien dagen na den dag waarop hij werd aangehouden, niet verklaart af te zien van het voordeel van artikel 476 van het Wetboek van Strafvordering (1). Vanaf dien dag wordt de veroordeeling tot straf onherroepelijk.

Artikel 8 duidt de zeer eenvoudige procedure aan welke dient gevolgd om de bij het eerste lid van artikel 7 voorziene verklaring af te leggen.

(1) ART. 476. — Zoo de beschuldigde zich gevangen geeft of aangehouden wordt alvorens de straf vervallen is door verjaring, zullen het vonnis bij wederspanningheid aan de wet geveld en de rechtsplegingen tegen hem gericht vanaf het bevel van blijfneming of van zich te vertoonen, van rechtswege vernietigd zijn, en zal er met hem in den gewonen vorm worden gehandeld.

Voor de veroordeelden, die zich hebben gedragen naar artikel 8, verjaren de straffen te rekenen van den dag waarop het vonnis of het arrest van veroordeeling werd uitgesproken; in feite worden de vonnissen of arresten, onder oogpunt van verjaring, beschouwd als zijnde op tegenspraak geweest. Onder opzicht hunner burgerlijke belangen, kunnen de bij wederspanningheid aan de wet veroordeelde personen ofwel verzet doen tegen de veroordeelingen, ofwel onderhandelen met den Minister van Financiën.

Het derde en laatste hoofdstuk is een nieuwigheid.

Het voorziet, indien de straf vervallen is, de mogelijkheid van het eerherstel voor de veroordeelingen welke tien jaren opsluiting of hechtenis niet te boven gaan en welke uitgesproken werden terzake van de misdrijven die in de hoofdstukken I en II van deze wet bedoeld zijn. Hiertoe voorziet de wet eene eenvoudige en vlugge procedure (art. 11). De aanvraag wordt aanhangig gemaakt door een verzoekschrift van den veroordeelde. Eens in eer hersteld wordt hij ten volle geamnestieerd overeenkomstig artikel 7 der wet van 25 April 1896 (1).

Gewis het wetsontwerp voldoet niet iedereen. Persoonlijk hadde uw verslaggever gewenscht dat althans de misdrij-

(1) ART. 7. — De eerherstelling doet, voor de toekomst, ten aanzien van den veroordeelde, al de uitwerkselen der veroordeeling ophouden, onverminderd de verworven rechten van derden.

Namelijk :

Zij doet ten aanzien van den veroordeelde de onbekwaamheden ophouden, die uit de veroordeeling voortvloeiden ;

Zij voorkomt dat de veroordeeling tot grondslag aan hervalling diene, dat zij een beletsel zij voor de voorwaardelijke veroordeeling, of in de uittreksels van het rechterlijk inlichtingsblad worde vermeld ;

Zij geeft aan den veroordeelde niet de titels, graden, openbare ambten, bedieningen en betrekkingen terug waarvan hij afgezet werd ;

Zij heft ten aanzien, van den veroordeelde, de erfonaardigheid niet op ;

Zij belet noch het proces tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed, noch het proces tot schadevergoeding, die op de veroordeeling gegrond zijn.

ven bestraft met een vrijheidsberovende straf van minder dan drie jaar zouden *geamnestieerd* zijn geworden. Maar het is thans te laat. Het ontwerp, zooals het is, schenkt in zijn groote trekken voldoening, en de Commissie voor de Justitie sluit zich bij den verslaggever aan om aan de Hooge Vergadering voor te stellen er hare goedkeuring aan te hechten. Met zich bij het ontwerp aan te sluiten, zal de Senaat een einde stellen aan een tijdperk van onrust en klachten, en er zich mogen over verheugen indien de zoogenaamde wet van *welwillendheid* er mocht toe bijdragen de zonen van eenzelfde vaderland tot onderlinge toenadering en verzoening te brengen.

* * *

Na lezing van dit verslag werd het goedgekeurd door de Commissie van Justitie met 8 stemmen; 4 leden onthielden zich.

De Voorzitter,
A. BRAUN.

De Verslaggever,
Jos. DE CLERCQ.